



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Compétitivités relatives de la production laitière dans la CEE. Evolution récente

Jean-Pierre Butault, Denis Hairy, Mr Bertrand Schmitt

Citer ce document / Cite this document :

Butault Jean-Pierre, Hairy Denis, Schmitt Bertrand. Compétitivités relatives de la production laitière dans la CEE. Evolution récente. In: Économie rurale. N°210, 1992. pp. 23-31;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1992.4478>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_210_1_4478

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Après avoir montré la stabilité de la localisation et des systèmes de production du lait en Europe, cet article examine les problèmes de compétitivité (et leurs évolutions entre 1984 et 1986), à partir des données du RICA, sous deux angles complémentaires : la « compétitivité par les coûts » et les inégalités de revenu. Du point de vue des coûts de production, trois pays apparaissent particulièrement bien placés malgré des combinaisons factorielles très différentes : le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique. L'échelle des compétitivités-coûts se modifie peu au cours de la période 1984/1986. La structure des coûts se modifie néanmoins : l'accroissement des charges de structure est compensé par des baisses sensibles des charges proportionnelles, notamment des aliments achetés. Enfin, la période se caractérise par une évolution positive des revenus, sous le jeu combiné des coûts, des prix et des dimensions. Globalement, la mise en place des quotas ne semble pas s'être accompagnée d'une homogénéisation des conditions économiques de la production laitière. La diversité des prix, des coûts et des revenus persiste.

Abstract

Relative competitiveness in milk production in EEC (Recent Evolution)

On the first part, the paper shows the stability of milk location and farming systems in Europe. After we examine the competitiveness problems (and their evolutions between 1984 and 1986), according to the RICA data, with two points of view : the competitiveness by costs, on the one hand, and on the other hand, the income inequalities. Three countries have a good position for the production costs, with very different inputs combinations : United Kingdom, Ireland and Belgium. The hierarchy of costs-competitiveness is not modified between 1984 and 1986. However the structure of costs is modified : the decrease of variable costs, notably the purchased feedstuffs, balances the increase of structure costs. Between 1984 and 1986, the incomes have a positive evolution, by the compound play of costs, prices and sizes. Finally the dairy quotas did not include a « homogeneity » of economic conditions of milk production in Europe. The diversity of prices, costs and incomes persists.

COMPÉTITIVITÉS RELATIVES DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS LA CEE (Évolution Récente)

Jean-Pierre BUTAULT*, Denis HAIRY** et Bertrand SCHMITT***

Résumé :

Après avoir montré la stabilité de la localisation et des systèmes de production du lait en Europe, cet article examine les problèmes de compétitivité (et leurs évolutions entre 1984 et 1986), à partir des données du RICA, sous deux angles complémentaires : la « compétitivité par les coûts » et les inégalités de revenu. Du point de vue des coûts de production, trois pays apparaissent particulièrement bien placés malgré des combinaisons factorielles très différentes : le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique. L'échelle des compétitivités-coûts se modifie peu au cours de la période 1984/1986. La structure des coûts se modifie néanmoins : l'accroissement des charges de structure est compensé par des baisses sensibles des charges proportionnelles, notamment des aliments achetés. Enfin, la période se caractérise par une évolution positive des revenus, sous le jeu combiné des coûts, des prix et des dimensions. Globalement, la mise en place des quotas ne semble pas s'être accompagnée d'une homogénéisation des conditions économiques de la production laitière. La diversité des prix, des coûts et des revenus persiste.

RELATIVE COMPETITIVENESS IN MILK PRODUCTION IN EEC (Recent Evolution)

Summary :

On the first part, the paper shows the stability of milk location and farming systems in Europe. After we examine the competitiveness problems (and their evolutions between 1984 and 1986), according to the RICA data, with two points of view : the competitiveness by costs, on the one hand, and on the other hand, the income inequalities. Three countries have a good position for the production costs, with very different inputs combinations : United Kingdom, Ireland and Belgium. The hierarchy of costs-competitiveness is not modified between 1984 and 1986. However the structure of costs is modified : the decrease of variable costs, notably the purchased feedstuffs, balances the increase of structure costs. Between 1984 and 1986, the incomes have a positive evolution, by the compound play of costs, prices and sizes. Finally the dairy quotas did not include a « homogeneity » of economic conditions of milk production in Europe. The diversity of prices, costs and incomes persists.

Entre autres questions, la mise en place d'un système de contingentement de la production pose le problème de la localisation de la production dans l'ensemble géographique concerné. On peut *a priori* penser que les quotas laitiers ont eu un effet de « gel » des positions acquises par les différents Etats ou régions de la Communauté : l'examen de l'évolution des parts de collecte nous montrera qu'il en est bien ainsi. La situation pourrait cependant se révéler beaucoup plus instable si les transferts de quotas entre régions (et *a fortiori* entre pays) devenaient libres de toute contrainte. Resterait alors à trancher l'épineuse question des bénéficiaires potentiels de ces transferts : s'agirait-il des zones à faible coût marginal de production ou bien de celles où les capacités de financement des exploitants sont les

meilleures ? En toute hypothèse, c'est la compétitivité relative des grands bassins laitiers qui, à terme, déterminera leur capacité à maintenir leurs parts de marché.

Ces problèmes de compétitivité nous semblent devoir être abordés sous deux angles complémentaires qui sont les deux composantes de la compétitivité à terme :

— celui de la « compétitivité par les coûts » pour lequel il s'agit d'étudier les conditions techniques et économiques de la production, afin de voir s'il existe différentes « façons de produire » du lait en Europe, et si elles sont, compte-tenu des systèmes de prix existants (prix des produits, des intrants, coût d'usage du capital, de la terre), également ou inégalement efficaces ?

* INRA-ESR de Nancy.

** INRA-ESR, mis à la disposition de la DAFE (ministère de l'Agriculture).

*** INRA-ESR de Dijon.

— celui de la capacité des exploitations à se reproduire, le problème central étant ici d'« expliquer » les inégalités de revenus et leur évolution sous l'influence respective des prix, des coûts et de l'inégale concentration des exploitations.

Avant d'étudier la compétitivité relative des divers Etats laitiers européens sous ce double aspect, il y a lieu d'examiner la localisation de la production laitière dans la CEE et son évolution depuis 1983. Dans le même temps, nous donnerons un aperçu des systèmes de production pratiqués, vus sous l'angle des processus de concentration-spécialisation-intensification (1).

LOCALISATION ET SYSTEMES DE PRODUCTION DU LAIT EN EUROPE

Si, près de 20 % des exploitations de la CEE à Douze détiennent des vaches laitières, cette moyenne recouvre de fortes disparités (tableau 1). L'opposition est nette entre les pays de l'Europe du nord, où la production de lait concerne souvent plus d'une exploitation sur trois, et

ceux de l'Europe du sud, où les exploitations laitières sont nettement minoritaires.

Cette opposition entre le nord et le sud de la CEE se retrouve de façon encore plus marquée dans la répartition régionale de la production (N. Duval, E. Vert, 1990). A l'extrême nord européen qui, de la Belgique au Danemark en passant par les Pays-Bas et la Saxe, regroupait en 1983 30 % de la production européenne, s'ajoutent quatre autres zones productrices : l'ouest français (11,5 %) ; le sud allemand (10 %) ; le nord italien (7 %) ; l'Irlande et le sud-ouest anglais (7 % à elles deux).

La deuxième caractéristique de la localisation de cette production est sa relative stabilité dans le temps. N. Duval et E. Vert (1990) classent le lait parmi les productions à faible délocalisation sur la période 1958-83, quelques pays ou régions manifestant alors, malgré tout, une nette propension à accroître leurs parts de marché (Pays-Bas, Bretagne, Pays de la Loire). Au cours de la deuxième partie de cette période (1977-83), certaines zones ont connu des taux de croissance de la collecte particulièrement élevés : l'Irlande (73 %), les Pays-Bas (45 %), la RFA (34 %).

Tableau 1. — Evolution de l'élevage laitier dans la CEE

Illustration non autorisée à la diffusion

Sources : Enqu. struct. OSCE 79/80, 83 et 87 - données CNIEL.

Avant la mise en place des quotas, se manifestent donc de sensibles différenciations des taux de croissance laitière, sans induire pour autant de véritables bouleversements dans la répartition de la collecte européenne. Seules, les parts de marché de l'Irlande et des Pays-Bas progressent légèrement, tandis que celle de la France se réduit de 1 %. L'instauration du contingentement en 1984 entraîne une baisse de la production pour les pays du nord alors que

les Etats du sud, ainsi que l'Irlande, voient leur production se stabiliser ou même s'accroître modérément. Tout ceci a cependant peu d'effet sur la répartition des parts de marché entre les Etats.

A la concentration géographique de la production laitière s'ajoute la concentration au sein des exploitations qui demeure un des traits principaux des différences entre Etats. Aux grandes étables britanniques et néerlandaises

1. Nous présentons ici un condensé des travaux qui ont été conduits à partir des données du FICA européen (Butault et al., 1990), données auxquelles nous avons ajouté des informations provenant d'autres sources (enquêtes de structure, données CNIEL).

s'opposent les étables des Etats du sud, où le troupeau laitier n'excède pas 10 vaches laitières en moyenne par exploitation. Les autres pays se trouvent en position intermédiaire entre ces deux extrêmes, avec cependant un net décrochement par rapport aux pays à grandes étables. La concentration de la production se poursuit à un rythme soutenu pendant la période 1983-87, sauf dans les pays où elle avait déjà atteint un niveau élevé. A cet égard, la politique française de restructuration produit des effets très sensibles (la collecte moyenne par exploitation augmente de 30 % contre 5 % aux Pays-Bas ou en Allemagne et moins de 3 % au Royaume-Uni).

La diversité des degrés de spécialisation reste également une des constantes de la production laitière européenne. Toujours très poussée aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Irlande, où plus de 75 % des exploitations sont classées en OTEX 41, la spécialisation laitière concerne moins de 60 % des exploitations au Danemark, en RFA et en France. Dans les Etats du sud, la spécialisation concerne moins de 10 % des effectifs au Portugal et en Grèce, alors qu'en Italie et en Espagne, plus de 30 % des exploitations laitières sont spécialisées. La période récente (83-87) ne se marque par un arrêt de la spécialisation que dans le cas de la France.

C'est à propos de l'intensification que l'évolution au cours de la période récente est la plus intéressante (tableau 2). De 1983 à 1986, on n'enregistre, à partir des données du RICA, aucune baisse de l'intensité globale de la production : le rendement par ha de SFP « laitière » progresse même dans tous les pays de la CEE à Dix, sauf aux Pays-Bas (où il se stabilise, à un niveau toujours très supérieur à la moyenne communautaire) et en Grèce (mais les données sont ici peu significatives).

Tableau 2.— Concentration/Intensification : évolution 1983-86 (RICA - Exploitations produisant du lait)

	Dk	Uk	Irl	Nl	Rfa	B	L	F	IT	Gr
1986										
Prod.lait/ expl.(qx)	1763	3694	948	3057	1087	1188	1648	1054	475	137
UGBH/ haSFP	2.9	1.9	1.5	2.9	2.1	2.6	1.9	1.5	2.2	3.9
Rdt/ VL(qx)	57.2	53.9	39.3	60.5	49.5	41.6	43.4	43.7	41.4	30.1
Rdt/ha SFP Lait (qx)	165	105	57	176	103	108	83	65	90	118
INDICES										
86/83										
Production lait/expl.	103	101	99	111	114	116	111	119	135	154
UGBH/ha										
SFP	100	100	100	91	100	96	100	100	116	80
Rdt/VL	104	102	106	111	106	108	106	109	109	111
Rdt/ha										
SFP Lait	103	105	106	100	103	105	106	108	129	88

Cette progression quasi générale des rendements par ha de SFP est la résultante de deux mouvements contraires. D'une part, les chargements (UGB herbivores par ha de SFP) se stabilisent et même régressent là où ils avaient atteint des niveaux très élevés (Pays-Bas, Belgique).

D'autre part, les rendements par vache laitière enregistrent partout une croissance très sensible, y compris dans les pays où les performances étaient déjà les meilleures. On est bien sûr en présence de l'effet mécanique de la réduction du cheptel laitier, les abattages ayant porté sur les animaux les moins performants. Le caractère général de ce double mouvement de baisse des chargements et de hausse des rendements se traduit par le maintien de fortes disparités entre pays : en 1986, dans la CEE à Dix, l'échelle des niveaux d'intensification laitière va de 57 qx/ha de SFP (Irlande) à 176 qx/ha (Pays-Bas).

En définitive, le paysage de la production laitière européenne n'a pas été profondément modifié entre 1983 et 1986. Ni la répartition de la production entre les différents bassins, ni les systèmes de production ne semblent avoir été bouleversés. Les écarts persistent entre les Pays-Bas qui poussent à l'extrême l'ensemble des facteurs de l'intensification au sein d'ateliers de grande dimension, le Royaume-Uni où les chargements par hectare ne sont que « moyens », et le Danemark qui se démarque par une dimension d'étable nettement plus faible que les autres pays du « peloton de tête », compensée cependant par une main-d'œuvre réduite, ce qui permet à ce pays d'obtenir une productivité du travail (quantité de lait par travailleur) comparable à celle des Pays-Bas. A l'opposé, la Grèce et le Portugal représentent des exemples typiques -mais très distincts- des systèmes laitiers de l'Europe du sud : les très petites exploitations grecques combinent un chargement élevé (compte tenu de la faiblesse des surfaces fourragères recensées dans le RICA) avec des rendements par animal très faibles ; le Portugal se caractérise par de faibles performances techniques (chargements, rendements), accompagnées d'une grande diversité d'activités. Parmi les autres pays, soulignons la singularité des systèmes de production irlandais dont les performances fourragères et laitières sont faibles. On retiendra enfin le caractère « médian » des élevages belges, français et allemands.

COÛTS ET COMPÉTITIVITÉ RELATIVE DES PRINCIPAUX PAYS LAITIERS

Si on peut admettre que le contingentement de la production laitière a eu tendance à figer les positions relatives des différents Etats ou régions d'Europe en matière de production et de livraisons, on peut se demander s'il en est de même en ce qui concerne les coûts de production (2).

Encart n° 1 : Méthode d'estimation des coûts de production

L'étude s'appuie sur le RICA communautaire, constitué d'un échantillon d'exploitations suivies en comptabilité, représentatif de l'agriculture « professionnelle » des différents pays européens. Les comptabilités établies ne sont pas analytiques et les charges ne sont donc pas ventilées entre les différentes productions. Les coûts de production du lait qui sont présentés ici sont déduits de l'application, sur le RICA, d'un modèle économétrique (cf. J.P. Butault, M. Cyncynatus, 1991) dont les principes ont déjà été présentés dans cette revue (J.P. Butault et al. ; R. Carles et al. ; 1990). Ce modèle, fondé sur des régressions linéaires multiples, suppose, pour chaque champ considéré, un lien de proportionnalité entre le niveau de chaque charge et celui des produits. Ce lien de proportionnalité s'exprime à travers un coefficient technique en valeur (rapport charge sur produit) qui, multiplié par le prix du produit considéré, conduit à l'estimation d'un coût unitaire.

2. Nous ne nous étendons pas ici sur la façon dont ont été estimés les coûts de production du lait dans la CEE (cf. encart n° 1).

Combinaisons factorielle et coûts de production : position relative des différents pays

L'analyse des différentes façons de produire du lait implique que l'on s'interroge sur les différentes « combinaisons de facteurs » qui les caractérisent et sur les coûts qui leur sont associés. Les combinaisons factorielles sont définies comme les rapports entre les emplois de facteurs pris deux à deux (capital sur travail ; capital par hectare...). Les productivités partielles des facteurs correspondent aux rapports entre production et valeur ou quantité de facteurs employés. Dans cette optique, le coût global de production renvoie à l'inverse d'une productivité globale, exprimée en valeur. Les combinaisons factorielles et les productivités partielles, exprimées en valeur, peuvent se déduire des coefficients du modèle (cf. J.P. Butault et al., 1990) ; ces valeurs sont donc des moyennes d'exploitations fictives qui ne produiraient que du lait.

Appréhendées en moyennes nationales, les combinaisons factorielles apparaissent très différentes d'un pays à l'autre (tableau 3). Ainsi, les surfaces disponibles par travailleur sont très inégales (6 ha en Grèce, 13 aux Pays-Bas, 20 en France ou en Irlande). Il en est de même du rapport capital-travail, appréhendé au niveau des « flux » comptables : le montant des amortissements par travailleur est très élevé en Europe du nord (près de 7000 ECU/UTA aux Pays-Bas) et très faible dans les pays de l'Europe du sud (de 6 à 10 fois moins). Le niveau des amortissements par hectare est faible en Irlande (60 ECU), moyen en France ou au Royaume-Uni, très élevé aux Pays-Bas (549 ECU).

On n'observe pas ici la relation classique entre productivité et capital par travailleur : ce dernier rapport, très élevé aux Pays-Bas et au Danemark, est associé à une pro-

ductivité du travail forte (plus de 2 000 hl par UTA), alors qu'il correspond, en RFA, à une faible productivité du travail. De même, une forte intensité par rapport au capital ne se reflète pas, aux Pays-Bas et au Danemark, à travers une productivité défavorable du capital ; l'étroitesse des structures joue à l'inverse en RFA.

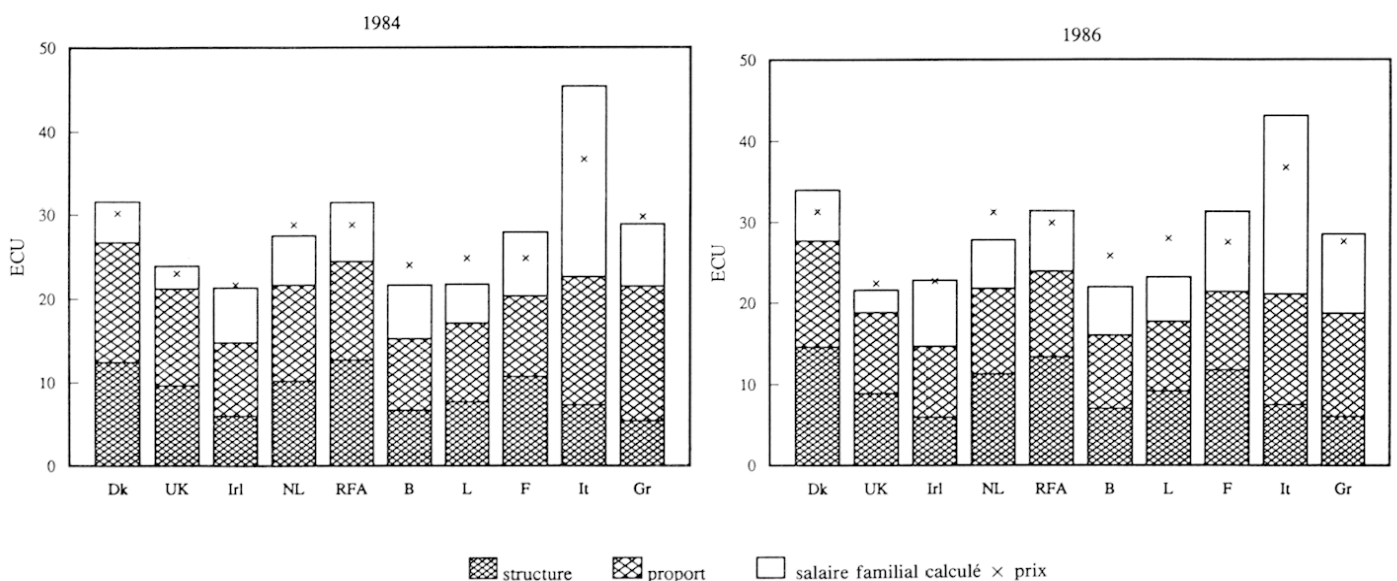
Tableau 3. — Combinaisons factorielles et productivité des facteurs (RICA - 1986)

	Dk	Uk	Irl	Nl	RFA	B	L	F	It	Gr
SAU/UTA (ha/UTA)	15	22	20	13	14	17	22	20	8	6
Amort/UTA (Ecu/UTA)	5411	4085	1179	6937	5773	3611	6117	3644	1170	671
Amort/SAU (Ecu/ha)	361	182	60	549	416	211	276	189	160	131
PrLait/UTA (qx/UTA)	2086	2130	1033	2180	1181	1574	1419	1127	412	445
PrLait/SAU (qx/ha)	139	95	53	173	83	92	64	59	56	84
PrLait/amort (qx)	386	544	875	314	204	436	232	321	411	690

PrLait : prix du lait.

Au total, il apparaît que la production laitière repose en Europe sur des combinaisons de facteurs très différentes. Une forte capitalisation, réalisée sur des structures de petites dimensions, peut s'accompagner de productivités du travail comme du capital médiocres (RFA) ; à l'inverse, la mise en œuvre de processus de production économes en capital fixe et en consommations intermédiaires (Irlande) peut se traduire par des performances honorables.

Graphique 1. — Coûts de production et prix du lait en Europe



Du point de vue des coûts de production, trois pays apparaissent particulièrement bien placés : le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique (graphique 1). Leur coût total (rémunération du travail familial incluse) se situe entre 22 et 23 ECU. L'Irlande bénéficie de faibles charges de structure (peu d'investissements, faible coût d'usage de la terre) et de dépenses en aliments très modérées ; au Royaume-Uni, les performances tiennent aux bonnes productivités partielles du capital et du travail (liées à d'importants effets de dimension). Les élevages des Pays-Bas, par contre, apparaissent relativement moins compétitifs (coût total : 28 ECU). Les dépenses d'aliments, liées à de très hauts niveaux d'intensification, sont lourdes et les coûts d'usage du capital et de la terre pèsent également sur les coûts. Les mêmes causes conduisent à des coûts très élevés au Danemark (34 ECU), qui souffre en particulier, comme l'Italie et la Grèce, de frais d'alimentation concentrée importants. Les coûts totaux sont relativement forts en France et en RFA (31 ECU). Dans les deux cas, le premier facteur de cette situation est la mauvaise productivité du travail : on note en effet que les coûts réels (hors rémunération du travail familial) sont, du moins en France, proches de la moyenne.

En Italie, le décalage entre charges « réelles » et coût « total » est particulièrement sensible : il tient à la très faible productivité du travail familial. Les effets en sont pour partie compensés par des prix très élevés, liés notamment à de bonnes conditions de valorisation des produits. Les prix ne permettent cependant pas d'assurer la rémunération du travail familial au taux de salaire régional agricole ; il en est de même en RFA, en France, et, à un moindre degré, au Danemark.

L'évolution des coûts de production depuis 1984

Sur la période 1984/1986, l'évolution des coûts unitaires de production du lait est fort différente d'un pays à l'autre (tableau 4). Le coût total (rémunération du travail familial comprise) baisse au Royaume-Uni, en Italie, en Grèce et en RFA ; il augmente partout ailleurs, et notamment au Danemark et en France. L'amélioration de la compétitivité relative du Royaume-Uni et de la Grèce (où les charges réelles baissent de plus de 10 % en ECU) semble liée, pour partie, à la sous-évaluation grandissante de leurs monnaies (tableau 8).

Tableau 4. — Evolution des coûts de production de 1984 à 1986 (indices 86/84 calculées en ECU, après correction TVA - résultats du modèle)

	Dk	Uk	Irl	Nl	Rfa	B	L	F	IT	Gr
Prix du lait	103.4	97.3	105.1	108.4	103.6	107.6	112.9	110.6	100.2	92.7
Coût total	107.5	90.9	106.9	101.1	99.8	101.4	106.7	111.9	95.2	98.9
Charges réelles	103.8	89.3	98.9	101.1	98.1	104.2	103.8	105.5	93.5	88.7
Charges structure	116.9	92.4	99.2	110.9	105.8	104.9	119.4	110.6	102.8	112.7
dt : Autres C.I.	117.7	106.8	87.5	103.9	107.5	104.3	113.8	118.3	108.0	113.9
Amortiss.	124.3	79.5	80.0	130.1	101.6	108.8	123.3	103.2	110.2	96.5
Frais d'expl.	114.0	89.0	131.9	106.0	108.8	101.5	121.2	109.0	102.6	153.8
Charges proport.	92.4	86.6	98.7	92.3	89.8	103.7	90.9	100.0	89.0	78.5
dt frais cultures	111.7	81.5	78.5	107.1	86.5	106.6	98.2	108.9	84.0	95.3
aliments	86.6	87.0	98.3	86.9	88.1	104.2	81.6	93.6	89.0	74.6
Marge prix/ch. réel	99.7	189.7	118.7	130.3	133.6	113.6	133.4	133.0	111.1	-

Cette évolution différenciée des compétitivités laitières relatives s'accompagne d'importantes modifications dans la structure des coûts. D'une façon générale, les charges de structure enregistrent une évolution défavorable. Le Royaume-Uni fait ici exception (et, à un moindre degré, l'Irlande). Les facteurs d'évolution de ces charges sont divers : les difficultés d'amortissement du capital fixe sur des volumes de lait faiblement croissants jouent un rôle central au Danemark, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Italie. Les frais d'exploitation pèsent également sur les coûts, et notamment la croissance des charges financières (en Irlande et en Grèce). Dans presque tous les pays, l'accroissement des charges de structure est compensé par des baisses sensibles des charges proportionnelles. Pour l'essentiel, cette évolution favorable tient à l'allègement du coût des aliments achetés, qui enregistre des baisses allant de 0,7 % (Irlande) à 25 % (Grèce).

La baisse des charges d'alimentation : effet volume, effet prix

Exprimées en ECU par hl de lait produit, les dépenses « alimentaires » (achats de concentrés, intraconsommations de céréales) varient beaucoup d'un pays à l'autre (tableau 5). On trouve là l'effet de fortes inégalités dans

les consommations « physiques », liées aux niveaux d'intensification laitière, ainsi que dans les prix d'achat des concentrés (ou dans les prix de valorisation des céréales intraconsommées). En volume, les achats d'aliments sont particulièrement élevés au Danemark et aux Pays-Bas (J.P. Butault et al., 1990). Les avantages de prix (liés à la position monétaire du florin et aux conditions favorables d'approvisionnement du pays) permettent de réduire en partie ce handicap aux Pays-Bas. Ce n'est pas le cas au Danemark où le coût de l'alimentation concentrée demeure un véritable handicap. Compte-tenu de l'insuffisance des ressources fourragères et du prix élevé des aliments, les achats sont encore plus importants en Italie et en Grèce, alors qu'une part non négligeable des céréales est auto-produite sur les exploitations : les « modèles » de production du sud de l'Europe se révèlent extrêmement coûteux au plan « alimentaire ».

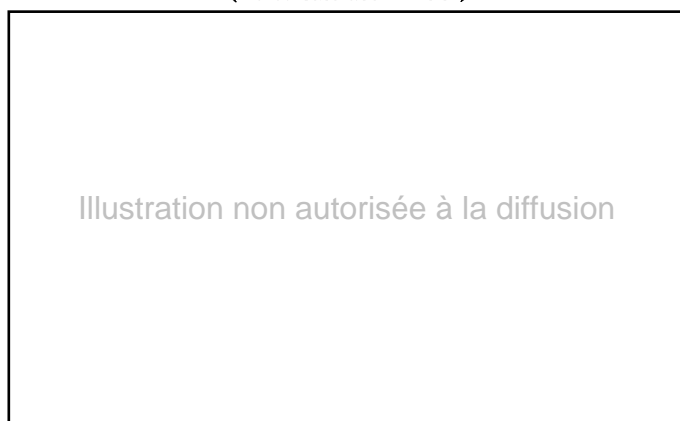
Sur la période 1984-1986, les achats de concentrés, en valeur, semblent se réduire quasiment partout (tableau 5). On retrouve cet effort de maîtrise de l'alimentation sur l'évolution des intraconsommations de céréales : celles-ci sont orientées à la baisse dans presque tous les pays d'Europe (elles ne représentent, il est vrai, un poste « sensible » que dans les pays de l'Europe du sud).

Tableau 5. — Achats de concentrés et intraconsommations de céréales par les vaches laitières (RICA, 1985-86)

	Dk	UK	Irl	NL	RFA	B	L	F	It	Gr
ACHATS DE CONCENTRÉS										
1986 (ECU/hl)	9.53	6.42	5.02	6.92	5.77	5.59	4.45	5.16	10.40	10.80
Indice 1986/84	87	87	98	87	88	104	82	94	89	75
INTRA CONSOUMATIONS CÉRÉALES										
1986 (ECU/hl)	0.85	0.57	0.59	0.06	1.92	1.48	2.22	1.14	5.50	9.54
Indice 1986/84	75	81	92	40	100	90	117	115	87	83

Si l'on considère, cette fois, la période 1982/1986 (tableau 6), on constate qu'après les fortes hausses de l'année 1983 (3), les achats d'aliments s'orientent à la baisse dans presque tous les pays d'Europe (- 26 % aux Pays-Bas, - 33 % en Allemagne). Si on distingue les effets « prix » des effets « volume », on constate que les prix jouent un rôle positif dans cette évolution : en règle générale, ils augmentent de 1982 à 1984 et baissent ensuite de façon sensible. Cette évolution des prix ne fait toutefois qu'amplifier les effets de la réduction des volumes achetés, qui constitue apparemment le principal « vecteur » des économies réalisées. L'effort de réduction des achats de concentrés est particulièrement net en RFA (- 24 % en volume par rapport à 1982), au Royaume-Uni (- 13 %) et aux Pays-Bas (- 10 %). Les producteurs de ces pays, soumis à des contraintes de contingentement sévères, ont donc réagi en diminuant, dès 1984, les distributions de concentrés du commerce. L'ampleur des adaptations réalisées est d'autant plus remarquable qu'elle ne s'accompagne d'aucune baisse du rendement des vaches laitières, ce qui implique, de la part des producteurs, une maîtrise plus affirmée de l'alimentation des animaux. L'Irlande est le seul pays qui ne s'inscrive pas dans ce schéma « vertueux » : en 1986, elle cumule en effet un fort accroissement des volumes consommés avec une baisse comparativement peu sensible du prix des aliments.

Tableau 6. — Évolution des achats d'aliments entre 1982 et 1986 (indice base 100 = 1982)



Au total, l'échelle des compétitivités-coûts est peu modifiée au cours de la période 1984/1986. Sur la base du coût total de production (rémunération du travail familial comprise), les positions relatives (défavorables) du Danemark et de l'Allemagne sont inchangées ; il en est de même des Pays-Bas (dont les coûts sont proches de la

moyenne) et de la Belgique (dont la position concurrentielle est très favorable). Par contre, le Royaume-Uni améliore sa position (c'est, en 1986, le pays le mieux placé), tandis que la France et l'Irlande voient la leur se dégrader.

ÉVOLUTION DES PRIX ET DES REVENUS DE 1983 À 1986

Pour appréhender ce qu'a été, depuis la mise en place des quotas, l'évolution des revenus laitiers dans les différents pays d'Europe, il convient d'utiliser d'autres unités de mesure. Jusqu'ici, nous avons comparé des coûts exprimés en ECU. Dans la mesure où c'est le pouvoir d'achat des revenus qui nous intéresse ici, nous utiliserons les parités de pouvoir d'achat (PPA) ; les revenus et leurs composantes (prix et coûts) seront donc exprimés en SPA (Standart de Pouvoir d'Achat).

Au cours de la période 1984/1986, le revenu net unitaire (obtenu par déduction des charges réelles du prix) s'accroît dans neuf pays sur dix : seul le Danemark enregistre un léger tassement du revenu moyen (tableau 7).

Tableau 7. — Évolution des prix et des revenus par hl (indices 86/84 calculés en SPA, après correction TVA - résultats du modèle)

	DK	UK	IRL	NL	RFA	B	L	F	IT	GR
Prix du lait	103	113	107	113	104	106	116	110	101	116
Charges réelles	103	104	101	105	99	103	107	105	95	109
Revenu net (RN)	99	220	118	138	149	112	138	132	110	134

Cette amélioration du revenu est liée à une hausse des prix qui s'avère supérieure à celle des coûts unitaires. Les évolutions du prix du lait sont liées à trois types de phénomènes : l'évolution des positions monétaires ; l'évolution des écarts entre taux vert et taux pivot ; l'évolution des conditions de valorisation du produit (4). Les phénomènes de « sur- » ou « sous-évaluation » monétaire apparaissent au travers de l'écart entre « parité officielle » et « parité de pouvoir d'achat » des monnaies (tableau 8) : la sous-évaluation grandissante de la Livre anglaise et de la Drachme a un effet bénéfique sur l'évolution des prix dans ces pays. L'accord de 1984 sur un démantèlement partiel des montants compensatoires a eu pour effet un rapprochement entre taux verts et parités officielles et s'est traduit par un effet favorable sur le prix du lait en France, en Irlande, en UEBL mais aussi aux Pays-Bas et par un ef-

3. Dans plusieurs pays d'Europe, l'année 1983 a été marquée par une sécheresse qui explique ces hausses d'achats de concentrés et qui justifie d'examiner un pas de temps plus large que celui de 1984 à 1986.

4. Pour plus de détail sur ces mécanismes, on pourra se reporter à J.-C. Bureau, J.-P. Butault (1990).

fet défavorable sur le prix allemand. Enfin, on assiste à une amélioration de la valorisation du produit (5) au Royaume-Uni, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au contraire à une forte détérioration des conditions de valorisation en Italie, au Danemark et en Grèce.

Finalement, les prix néerlandais, luxembourgeois ou grecs qui étaient déjà élevés, continuent d'affermir leurs positions grâce au démantèlement des MCM combiné à une amélioration de la valorisation du produit au Luxembourg et aux Pays-Bas grâce à la dérive de la monnaie en Grèce. Malgré une forte augmentation liée à la sous-évaluation grandissante de la livre et à l'amélioration de la valorisation du produit, le prix anglais reste médiocre. Les positions française, irlandaise ou belge restent inchangées malgré une amélioration (modérée) des prix du fait du jeu des parités vertes. La croissance des prix est faible au Danemark et en Italie à cause de la dégradation des conditions de valorisation du produit, celles-ci restant en Italie toujours très favorables. Le prix du lait évolue également peu en RFA suite aux décisions communautaires concernant les taux verts.

Tableau 8. — Évolution (84-86) des rapports de parité des monnaies européennes et des prix du lait (parités officielles, parités de pouvoir d'achat et parités vertes du lait)

	Dk	UK	Ir	NL	RFA	B	L	F	It	Gr
Rapport des parités										
1984 PPA/PO	1.01	0.80	0.84	0.88	0.96	0.82	0.81	0.88	0.77	0.66
Ind.1 =										
Eur12	1.20	0.96	1.00	1.04	1.14	0.98	0.97	1.05	0.91	0.78
PV/PO	1.01	1.05	1.00	1.08	1.14	0.99	0.99	0.95	0.97	0.87
1986 PPA/PO	1.02	0.69	0.82	0.84	0.95	0.83	0.79	0.89	0.76	0.53
Ind.1 =										
Eur12	1.28	0.86	1.02	1.05	1.19	1.04	0.99	1.11	0.95	0.66
PV/PO	1.08	0.92	1.05	1.13	1.13	1.08	1.08	1.08	1.06	0.85
Prix du lait										
1984 (en ECU)	30.2	23.0	21.6	28.8	28.8	24.0	24.8	24.8	36.7	29.8
(en SPA)	29.9	28.6	25.8	32.9	30.1	29.2	30.5	28.1	48.0	45.3
(en ECU vert)	29.9	22.0	21.6	26.6	25.3	24.3	25.1	26.0	37.8	34.1
1986 (en ECU)	31.3	22.4	22.7	31.2	29.9	25.8	28.0	27.5	36.8	27.6
(en SPA)	30.7	32.5	27.7	37.1	31.5	31.2	35.4	30.9	48.4	52.1
(en ECU vert)	29.0	24.3	21.6	27.6	26.4	23.9	25.9	25.6	34.6	32.5

Malgré les contraintes du contingentement, le jeu combiné des prix du lait, du prix des intrants, des mesures d'adaptation mises en œuvre par les producteurs et des gains enregistrés dans la productivité du travail se traduit donc par une évolution positive des revenus.

On peut préciser ce constat en cernant l'incidence respective des prix du lait, des coûts de production et de la dimension des exploitations dans la formation du revenu des exploitations laitières spécialisées. Pour ce faire, nous avons utilisé une méthode déjà exposée dans une étude précédente (Butault et al., 1988). Elle consiste en une décomposition des écarts de revenus avec la moyenne européenne en un effet « prix », un effet « coût » et un effet « taille ». Pour un pays *i*, le revenu net agricole

moyen par exploitation est égal à : $R_i = Q_i (P_i - C_i)$, Q_i étant le produit brut laitier par exploitation (exprimé en équivalent qx lait), P_i le prix du lait et C_i le coût de production. Si R_e est le revenu net moyen de l'ensemble des pays considérés, on peut écrire :

$$R_i - R_e = Q_i(P_i - P_e) + Q_i(C_e - C_i) + (Q_i - Q_e)(P_e - C_e)$$

où $Q_i(P_i - P_e)$ représente l'écart de revenu imputable aux différences de prix ; $Q_i(C_e - C_i)$ l'écart imputable aux différences de coûts ; $(Q_i - Q_e)(P_e - C_e)$ la part imputable aux différences de taille des élevages. L'analyse portera ici sur les seuls Etats de l'Europe du nord (6).

En 1983, deux pays présentent des écarts de revenus très positifs : les Pays-Bas, qui cumulent des effets « prix » et « dimension » positifs, et la Belgique, qui bénéficie avant tout du bas niveau de ses coûts de production. La situation est inverse en Irlande dont l'avantage de coût est en partie absorbé par des effets prix et dimension négatifs. Parmi les pays à écart de revenu négatif, il convient de distinguer la situation du Danemark, dont les avantages en termes de taille des étables sont plus que compensés par des coûts élevés et des prix défavorables, et celles de la France et de la RFA, où jouent essentiellement des effets « dimension » négatifs.

En observant l'évolution des écarts de revenus de 1983 à 1986, nous devrions appréhender les facteurs auxquels l'évolution des positions relatives des différents pays est imputable (tableau 9). Nous limiterons néanmoins notre commentaire aux seuls « prix » et « coûts de production ». Le RICA ne retrace que très imparfaitement l'évolution des structures de la production et ne permet pas de rendre compte, notamment, des effets de la politique très active de restructuration menée en France au cours de cette période (7).

Les positions relatives des pays considérés ici ont évolué entre 1983 et 1986. Le changement est sensible au Danemark et au Royaume-Uni qui réduisent leur handicap du fait d'une amélioration du niveau relatif de leurs coûts de production (assortie d'une amélioration du prix en Grande-Bretagne). Malgré une évolution défavorable des coûts, les Pays-Bas parviennent à renforcer l'avantage de revenu dont bénéficiaient déjà leurs élevages, grâce au renforcement de l'effet « prix ». Le même phénomène touche, mais de façon moindre, les élevages luxembourgeois et belges. A l'inverse, la position relative de l'Irlande se dégrade fortement : on retrouve ici les effets de la forte hausse des coûts de production irlandais. La France et la RFA se maintiennent en position proche de la moyenne européenne avec une légère dégradation de la position allemande liée à la faible croissance de son prix.

La période 1983-86 a donc vu « diverger » la situation des élevages de la Communauté. Les écarts de revenus liés au système des prix se renforcent, alors que les écarts de coûts se réduisent, deux pays seulement (Belgique et Irlande) continuant de présenter des avantages de coûts nettement positifs. La hiérarchie des Etats en fonction du

5. La qualité des systèmes de valorisation peut être appréhendée par comparaison des prix perçus par les producteurs, prix exprimés en ECU verts. En effet, si les systèmes de valorisation du produit étaient identiques, les prix exprimés en ECU verts seraient partout les mêmes et correspondraient au prix garanti.

6. Les Etats du sud ont été exclus à cause du caractère trop particulier de la production laitière en Italie et en Grèce ; pour cause d'indisponibilité des données du RICA 1983 pour l'Espagne et le Portugal.

7. Exprimé en équivalent quintaux de lait, le produit brut total des exploitations spécialisées suivies par le RICA s'accroît en France de 6,9 % sur la période 1983-86 contre 0,4 % au Royaume-Uni et 4,9 % aux Pays-Bas ; ceci correspond à des hausses respectives de la production laitière moyenne de 11 %, 1 % et 8,8 %. Or nous avons vu (tableau 1) que la croissance de la collecte moyenne des exploitations laitières a été, sur la période 1983-87, de 30 % pour la France, 3 % pour le Royaume-Uni et 5 % pour les Pays-Bas. La seule différence de champ (toutes exploitations laitières/exploitations laitières spécialisées) ne permet pas d'expliquer de tels écarts.

revenu par hectolitre de lait n'a cependant pas été modifiée, seule l'Irlande a subi un réel déclassement. Autant que l'on puisse en juger sur ces données et sur une période

de temps aussi courte, la mise en place des quotas ne s'est donc guère accompagnée d'une « homogénéisation » des conditions économiques de la production en Europe.

Tableau 9. — Décomposition des écarts de revenu en 1983 et 1986 (RICA - Exploitations laitières spécialisées)

	produit équivalent lait qi	prix lait pi (spa)	écart de prix (pi-pe) (spa)	effet prix (pi-pe)* qi (1 000 spa)	coût moyen ci (spa)	écart de coût moyen (ci-ce) (spa)	effet coût (ce-ci)* qi (1 000 spa)	écart de produit (qi-qe) (quintaux)	effet de taille (qi-qe)* (pe-ce) (spa)	écart de revenu (ri-re) (1 000 spa)
	ANNÉE 1983									
Dk	3 063	28.44	- 0.86	- 2.65	26.09	- 2.21	- 6.77	693	3.76	- 5.66
UK	4 705	30.60	1.30	6.10	27.18	- 3.30	- 15.53	2 335	12.66	3.23
Irl	1 908	25.77	- 3.53	- 6.73	16.59	7.29	13.91	- 462	- 2.50	4.67
NL	3 861	31.44	2.14	8.26	24.55	- 0.67	- 2.59	1 490	8.08	13.76
RFA	1 897	29.49	0.19	0.35	24.36	- 0.48	- 0.91	- 474	- 2.57	- 3.13
B	2 338	29.27	- 0.03	- 0.07	18.61	5.27	12.32	- 32	- 0.18	12.08
L	2 771	28.48	- 0.82	- 2.28	20.88	3.00	8.31	401	2.17	8.20
F	1 610	27.67	- 1.63	- 2.63	22.42	1.46	2.35	- 760	- 4.12	- 4.40
MOY. Europe	2 370	29.30			23.88					
	ANNÉE 1986									
Dk	3 052	31.04	- 1.35	- 4.13	27.07	- 0.7	- 2.15	680	4.1	- 2.18
UK	4 724	32.23	- 0.17	- 0.79	27.49	- 1.12	- 5.31	2 352	14.19	8.09
Irl	1 604	28.57	- 3.82	- 6.13	20.92	5.45	8.73	- 768	- 4.63	- 2.03
NL	4 050	37.13	4.73	19.17	27.99	- 1.62	- 6.58	1 679	10.13	22.71
RFA	1 896	31.51	- 0.89	- 1.68	27.19	- 0.82	- 1.56	- 476	- 2.87	- 6.11
B	2 466	32.82	0.42	1.04	20.06	6.31	15.55	95	0.57	17.16
L	2 577	35.63	3.23	8.34	25.25	1.12	2.88	205	1.24	12.45
F	1 721	31.10	- 1.30	- 2.23	25.56	0.81	1.39	- 651	- 3.93	- 4.77
MOY. Europe	2 372	32.40			26.37					

Si nous réintégrons les variables structurelles dans l'analyse, les écarts de revenus moyens entre pays s'expliquent avant tout par l'existence d'une hiérarchie marquée de la dimension des exploitations. Vient ensuite le coût de production, dont l'influence peut être corrigée par le niveau des prix à la production. L'échelle des revenus moyens est donc déterminée par une combinaison des facteurs « dimension » et « niveau des marges » (tableau 10).

Tableau 10. — Dimension laitière, prix et marges (en SPA) (exploitations produisant du lait, 1986)

	Produit Qi (qx)	Prix Pi	Coût Ci	Marge Mi	Mi/Pi (%)
Dk	1763	30.73	27.23	3.50	11.4
Uk	3694	32.30	27.26	5.04	15.6
Irl	948	27.63	17.84	9.79	35.4
NL	3057	37.07	25.95	11.12	30.0
RFA	1087	31.49	25.16	6.33	20.1
B	1188	30.92	19.20	11.72	37.9
L	1648	35.44	22.51	12.93	36.5
F	1054	30.95	24.14	6.81	22.0
It	475	48.60	27.99	20.61	42.4
Gr	137	52.35	35.50	16.85	32.2
E	409	43.16	27.36	15.80	36.6
P	229	63.25	49.77	13.48	21.3

La situation diffère assez profondément en Europe du sud, où le double handicap de coûts de production élevés ou très élevés (comme en Grèce et au Portugal) et de dimensions d'exploitations généralement très faibles, est largement compensé par le maintien des prix nationaux du lait à un niveau très supérieur au reste de l'Europe.

Quels enseignements peut-on tirer de cette analyse ? Du fait des quotas, les systèmes de production nationaux n'entrent plus directement en concurrence. On a vu que la période qui a immédiatement suivi la mise en place des quotas, ne se caractérise pas par de profonds bouleverse-

ments : ni homogénéisation des conditions de production (hormis une légère réduction des écarts de coûts) ; ni modification dans la hiérarchie des compétitivités relatives (sauf l'Irlande). Cependant, le contingentement de la production risque fort de déboucher, à terme, sur la mise en place d'un marché des quotas, ce qui, en théorie, remet au premier plan la question des performances des exploitations et des filières.

Il est évident que l'analyse présentée ici n'est pas suffisante pour éclairer le « profil socio-économique » d'éventuels opérateurs sur ce marché. On peut toutefois avancer ici quelques remarques. Les coûts de production et les marges ne seraient sans doute pas les seuls déterminants des conditions du marché. Le fait que la dimension économique des exploitations reste un facteur déterminant dans la formation du revenu est un indice que beaucoup d'entre elles ne sont pas à l'optimum, compte tenu de la relative fixité du travail familial. Une demande de quotas peut dès lors provenir d'exploitations peu performantes si l'augmentation de la production de lait correspond à un cheminement vers leur propre optimum (D. Vermerch, 1990).

La dimension économique peut jouer un rôle directeur dans la sélection d'éventuels acheteurs, dans la mesure où elle détermine, via le revenu, la capacité de financement des exploitations. Indépendamment de leurs performances, des exploitations moyennes, voire même grosses, seraient ainsi mieux placées sur ce marché que de petites exploitations. Une offre de quotas peut, par contre, émaner de celles-ci lors de leur disparition (en France, le succès des campagnes d'aide à la cessation d'activité laitière en témoigne). Dans le cadre d'un marché national, le schéma « néo-classique » s'appliquerait ainsi mieux dans les pays où la concentration de la production est forte et

où plus d'exploitations sont vraisemblablement proches de leur optimum (Royaume-Uni). Dans les pays où dominent les petites structures (France, RFA), on s'écarterait de ce schéma d'« équilibre » et les mouvements de quotas seraient plus contradictoires. L'offre et la demande

de quotas seront enfin liées aux possibilités de substitution d'autres spéculations à la production laitière. A cet égard, les exploitations laitières des divers pays d'Europe sont inégalement placées (leur taux de spécialisation varie de façon très sensible).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BUREAU J.R., BUTAULT J.P. (1990). — Compétitivité volume et avantages de prix dans l'agriculture européenne (blé, betteraves, porc, lait, 1984-86). In : « Les coûts de production des principaux produits agricoles de la communauté européenne ». Fasc. 2 : **Études transversales**. INRA-INSEE : rapport à la CEE, Paris, septembre 1990, pp. 97-147.

BUTAULT J.P., CARLES R., HASSAN D., REIGNIER E. (1988). — L'agriculture dans la CEE : les coûts de la production. **Les Collections de l'INSEE**, n° E-112, septembre 1988, 141 p.

BUTAULT J.P., CYNCHYNATUS M., HASSAN D. (1990). — Les avantages comparés des agricultures européennes. **Economie Rurale**, n° 197, Paris, mai-juin 1990, pp. 15-21.

BUTAULT J.P., CYNCHYNATUS M. (ss dir) (1991). — Coûts de production et compétitivités des agricultures européennes. **Actes et communications**, n° 5, INRA-INSEE, Paris, 1991, 247 p.

BUTAULT J.P., HAIRY D., SCHMITT B. (1990). — Différenciations interrégionales des systèmes et des coûts de production du lait en Europe. In : « Les coûts de production des principaux produits agricoles de la Communauté européenne ». Fasc. 3 : **Études**

par produit. INRA-INSEE : rapport à la CEE, Paris, sept. 1990, pp. 273-356.

CARLES R., MILLET G. (1990). — Avantages comparés des principales cultures dans les systèmes de production agricole européens (1979-1988). Une approche par l'estimation des marges. **Economie Rurale**, n° 197, Paris, mai-juin 1990, pp. 22-34.

CYNCHYNATUS M. (1990). — Méthodologie et concepts. In : « Les coûts de production des principaux produits agricoles de la Communauté européenne ». Fasc. 1 : **Présentation du modèle et des principaux résultats nationaux**. INRA-INSEE : rapport à la CEE, Paris, septembre 1990, pp. 3-10.

DUVAL N., VERT E. (1990). — L'agriculture dans la CEE : atlas des régions de l'Europe verte. **INSEE Résultats**, n° 54 (système productif n° 24), Paris, mars 1990, 88 p.

VERSMERSCH D. (1991). — Mesures des économies d'échelle et de diversification : une caractérisation duale des mouvements d'intensification et de spécialisation au sein des diverses agricultures de la CEE. In : « Les coûts de production des principaux produits agricoles de la Communauté européenne ». Fasc. 2 : **Études transversales**. INRA-INSEE : rapport à la CEE, Paris, avril 1991, pp. 175-190.